Anno 1869

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

Num. 146

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno	Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	» 24	» 13
Svizzera		» 58	» 31	» 17
Roma *(franco ai confini)*		» 52	» 27	» 15

Firenze, Domenica 30 Maggio

		Anno	Sem.	Trim.
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		» 112	» 60	» 35
Id.	per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento	» 82	» 44	» 24

PARTE UFFICIALE

Il N. 5097 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Sono abrogati gli articoli 98 e 99 della legge 20 marzo 1854 n. 1676, salvi però gli effetti dell'art. 99, per coloro che abbiano già goduto della dispensa accordata dal primo de' detti articoli nelle leve anteriori alla pubblicazione della presente legge.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Firenze addì 27 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

E. Bertolè-Viale.

Il N. 5053 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio, Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione per la guarentigia delle proprietà letteraria ed artistica, conchiusa tra l'Italia e la Svizzera, e sottoscritta a Firenze addì 22 luglio 1868, le cui ratifiche furono scambiate a Berna il 1° maggio 1869.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato in Firenze addì 5 maggio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Essendo stata conchiusa tra Noi e il Consiglio federale della Confederazione svizzera una Convenzione per proteggere ed assicurare nei rispettivi Stati la proprietà delle opere di scienze, lettere ed arti, e sottoscritta dai Nostri Plenipotenziari in Firenze addì ventidue di luglio dello scorso anno mille ottocento sessantotto;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant assurer la garantie réciproque en Italie et en Suisse de la propriété des œuvres de littérature et d'art, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence monsieur le comte Louis-Frédéric Menabrea, Lieutenant-Général et Son Premier Aide-de-camp, membre de l'Académie Royale des sciences de Turin et de la Société des XL de Modène, Sénateur du Royaume, Chevalier de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, Grand'Croix, décoré du Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand Cordon de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Chevalier de l'Ordre Civil et Grand'Croix et Conseiller de l'Ordre Militaire de Savoie, décoré de la Médaille de Savoie en or pour la valeur militaire, etc., etc., Président du Conseil des Ministres, et Son Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse:

Monsieur Jean Baptiste Pioda, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération suisse auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues, du domaine littéraire ou artistique, publiées pour la première fois en Suisse, jouiront en Italie des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois sur le territoire du Royaume d'Italie.

Toutefois, ces avantages ne seront assurés aux auteurs que pendant la durée de l'existence des droits des Italiens en Suisse, et la durée de leur jouissance en Italie ne pourra excéder celle fixée en faveur des auteurs indigènes dans ce dernier État.

Art. 2. Il est permis de publier en Italie des extraits ou des morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois en Suisse, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées à l'enseignement ou à l'étude, et accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales.

Art. 3. Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois en Suisse, l'exercice du droit de propriété en Italie sera subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier pays, de la formalité de l'enregistrement effectué au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce du Royaume d'Italie. L'enregistrement se fera sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être adressée, soit au susdit Ministère, soit à la Légation d'Italie à Berne.

La déclaration devra être faite dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage en Suisse.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraison, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux prescriptions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront, lorsqu'ils en feront la demande, un certificat authentique de l'enregistrement; le coût de cet acte ne pourra dépasser cinquante centimes.

Le certificat portera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue du territoire du Royaume, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction, aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre son droit en justice.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1er s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois en Suisse, après la mise en vigueur de la présente Convention; par contre, elles ne s'appliqueront point à la reproduction des airs musicaux au moyen de boîtes à musique ou instruments analogues; ce qui fait que la fabrication et la vente de ces instruments ne peuvent être soumises entre les deux pays à aucune restriction ni réserve du chef de cette Convention, au d'une loi sur la matière.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article premier en ce qui concerne leur reproduction non autorisée en Italie. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié en Suisse, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant dix années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilége de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui et sous les conditions suivantes:

1° L'ouvrage original sera enregistré en Italie sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication en Suisse, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait parue, au moins en partie, dans le délai d'un an à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être, en outre, enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur portant qu'il entend se réserver le droit de reproduction, soit exprimée dans la première livraison.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de dix ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé, chacune d'elles sera enregistrée en Italie, sur la déclaration faite dans les trois mois à partir de sa première publication en Suisse.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 e 6, devra faire paraître ou représenter la traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Les droits conférés par le présent article sont subordonnés aux conditions imposées à l'auteur d'un ouvrage original par les articles 1 et 3 de la présente Convention.

Art. 7. Lorsqu'un auteur italien d'une œuvre spécifiée dans l'art. 1. aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur suisse, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus en Italie, ces exemplaires ou éditions seront considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayant-cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc. jouiront, à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 e 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils publiés en Suisse pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques d'Italie, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés en Suisse, lorsque les auteurs auront formellement déclaré dans le journal ou recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente, la circulation et l'exposition en Italie d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de Suisse, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par la loi, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production italienne.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux italiens, d'après la législation en vigueur sur le territoire du Royaume.

Art. 12. Les dispositions des articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9 et 11 précédents recevront également, à titre de réciprocité, leur application en Suisse, pour la protection de la propriété, dûment acquise en Italie, des ouvrages d'esprit ou d'art.

Art. 13. Les tribunaux compétents en Suisse, soit pour les réparations civiles, soit pour la répression des délits, appliqueront sur tout le territoire de la Confédération, au profit des propriétaires en Italie d'ouvrages littéraires ou artistiques, les dispositions de l'article 12 qui précède et des articles 14 à 30 qui suivent.

Il est entendu, sous réserve toutefois des garanties stipulées à l'article 30, que ces dispositions pourront être remplacées par celles de la législation que les autorités compétentes de la Suisse viendraient à consacrer, en matière de propriété littéraire ou artistique, sur la base de l'assimilation des étrangers aux nationaux.

Art. 14. L'enregistrement des œuvres d'esprit ou d'art prescrit par l'article 3 se fera, pour les ouvrages publiés pour la première fois en Italie, dans les délais fixés audit article, au Département fédéral de l'Intérieur à Berne ou à la Légation suisse à Florence.

Art. 15. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toute autre production analogue du domaine littéraire ou artistique, publiés pour la première fois en Italie, jouiront en Suisse, pour la protection de leurs droits de propriété, des garanties stipulées dans les articles suivants.

Art. 16. Les auteurs d'œuvres dramatiques ou musicales publiées ou exécutées pour la première fois en Italie jouiront en Suisse, par rapport à la représentation ou à l'exécution de leurs œuvres, de la même protection que les lois accordent ou accorderont par la suite dans ce même pays aux auteurs ou compositeurs suisses pour la représentation ou l'exécution de leurs œuvres.

Art. 17. Le droit de propriété acquis en Suisse, conformément aux dispositions des articles précédents, pour les œuvres littéraires ou artistiques mentionnées dans l'article 15, dure pour l'auteur, toute sa vie, et s'il meurt avant l'expiration de la trentième année, à dater de la première publication, ce droit continue à subsister pour le reste de ce terme en faveur de ses successeurs. Si la publication n'a pas eu lieu du vivant de l'auteur, ses héritiers ou ayant-droit ont le privilége exclusif de publier l'ouvrage pendant six ans à dater de la mort de l'auteur. S'ils en font usage, la protection dure trente ans, à partir de cette mort. Toutefois, la durée du droit de propriété par rapport aux traductions est réduite à dix années, conformément à la stipulation de l'article 6.

Art. 18. Toute édition d'une œuvre littéraire ou artistique mentionnée dans l'article 15, imprimée ou gravée au mépris des dispositions de la présente Convention, sera punie comme contrefaçon.

Art. 19. Quiconque aura sciemment vendu, mis en vente ou introduit sur le territoire suisse des objets contrefaits, sera puni des peines de la contrefaçon.

Art. 20. Tout contrefacteur sera puni d'un amende de cent francs au moins, et de deux mille francs au plus; et le débitant, d'une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents au plus; et ils seront condamnés, en outre, à payer au propriétaire des dommages-intérêts pour réparation du préjudice à lui causé.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. Dans tous les cas, les tribunaux pourront, sur la demande de la partie civile, ordonner qu'il lui soit fait remise, en déduction des dommages-intérêts à elle alloués, des objets contrefaits.

Art. 21. Dans les cas prévus par les articles précédents, le produit des confiscations sera remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité sera réglé par les voies ordinaires.

Art. 22 Le propriétaire d'une œuvre littéraire ou artistique pourra faire procéder, en vertu d'une ordonnance de l'autorité compétente, à la désignation ou description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétendra contrefaits à son préjudice, en contravention aux dispositions de la présente Convention.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête et sur la présentation du procès-verbal constatant le dépôt de l'œuvre littéraire ou artistique. Elle contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert.

Lorsque la saisie sera requise, le juge pourra exiger du requérant un cautionnement, qu'il sera tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance et de l'acte constatant le dépôt du cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts.

Art. 23. A défaut par le requérant de s'être pourvu dans le délai de la quinzaine, la description ou saisie sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être réclamés, s'il y a lieu.

Art. 24. La poursuite devant les tribunaux suisses pour les délits définis dans cette Convention n'aura lieu que sur la demande de la partie lésée ou de ses ayant droit.

Art. 25. Les actions relatives à la contrefaçon des œuvres littéraires ou artistiques seront portées, en Suisse, devant le tribunal du district dans lequel la contrefaçon ou la vente illicite aura eu lieu.

Les actions civiles seront jugées comme matières sommaires.

Art. 26. Les peines établies par la présente Convention ne peuvent être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

Art. 27. Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il déterminera, et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Art. 28. Les peines portées aux articles ci-dessus pourront être élevées au double en cas de récidive. Il y a récidive lorsqu'il a été prononcé contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un délit de la même nature.

Art. 29 Les tribunaux pourront, s'il existe des circonstances atténuantes, réduire les peines prononcées contre les coupables au-dessous du *minimum* prescrit, sans qu'en aucun cas elles puissent être au-dessous des peines de simple police.

Art. 30. Les Hautes Parties contractantes sont convenues de soumettre la présente Convention à une révision, si une nouvelle législation sur les matières y traitées dans l'un ou l'autre pays, ou dans le deux pays, la rendait désirable; mais il est entendu que les stipulations de la présente Convention continueront à être obligatoires pour les deux pays jusqu'à ce qu'elles soient modifiées d'un commun accord.

Si les garanties accordées actuellement en Italie à la protection de la propriété littéraire et artistique devaient être modifiées pendant la durée de la présente Convention, le Gouvernement suisse serait autorisé à remplacer les stipulations de ce Traité par les nouvelles dispositions édictées par la législation italienne.

Art. 31. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne dans un délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut, en même temps que celles du Traité de commerce.

Elle entrera en vigueur à partir de l'échange des ratifications, et y restera aussi long-temps que le Traité de commerce conclu à la date de ce jour entre l'Italie et la Suisse.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé la cachet de leurs armes.

Fait à Florence en double expédition, le vingt-deux du mois de juillet de l'année mil huit-cent soixante huit.

(L. S.) L. F. Menabrea (L. S.) J. B. Pioda.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze addì primo del mese di aprile, l'anno del Signore mille ottocento sessantanove, vigesimoprimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Presidente del Consiglio Ministro per gli Affari Esteri
L. F. Menabrea.

Nell'udienza del 18 di questo mese S. M. si è degnata di nominare il sig. ingegnere cav. Giovanni Cadolini alla carica di segretario generale nel Ministero dei Lavori Pubblici.

Con Regio decreto 23 maggio 1869 il maggiore nel corpo di stato maggiore Guidotti cav. Ernesto fu promosso luogotenente colonnello nel corpo stesso.

MINISTERO PER GLI AFFARI ESTERI.

Esami di concorso.

Per coprire le vacanze esistenti nel personale del Ministero e dei Consolati è aperto un concorso ad otto posti di volontario nell'Amministrazione dell'estero.

Gli esami avranno principio il giorno 25 del prossimo giugno alle ore 9 antimeridiane in una sala del Ministero per gli Affari Esteri giusta le norme e le condizioni prescritte col regolamento e programma che seguono, approvati con decreto ministeriale del 15 corrente.

Le domande di ammissione al concorso corredate dei documenti prescritti all'art. 3° del regolamento dovranno essere presentate al Ministero entro il 14 giugno.

Firenze, 16 maggio 1869.

Regolamento *per gli esami di ammissione alle carriere dipendenti dal Ministero degli Affari Esteri.*

Programma per gli esami di concorso.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO
MINISTRO SEGRETARIO DI STATO PER GLI AFFARI ESTERI

Visto il regolamento in vigore concernente il personale diplomatico;

Vista la legge consolare del 28 gennaio 1866 ed il relativo regolamento approvato con R. decreto del 7 giugno 1866;

Visto il regolamento di servizio interno del Ministero per gli Affari Esteri, approvato con decreto ministeriale del 22 dicembre 1856;

Ritenuta la convenienza di meglio determinare le norme per l'ammissione di volontari nel Ministero stesso e nelle carriere da esso dipendenti;

Ha ordinato ed ordina quanto segue:

Art. 1. Le condizioni per l'ammissione al Ministero degli Affari Esteri ed alle carriere dipendenti (legazioni e consolati) sono le seguenti:

a) La cittadinanza italiana;

b) L'età non minore degli anni 20, nè maggiore dei 30;

c) Il diploma dottorale ottenuto in una facoltà qualsiasi presso una delle università italiane o negli istituti pareggiati alle medesime, ovvero la prova del risultato favorevole ottenuto negli esami della scuola superiore di guerra o dei corsi di applicazione per le armi del genio, dell'artiglieria e dello stato maggiore generale, o per la marina;

d) Il possesso di mezzi sufficienti di fortuna per provvedere con decoro alla propria sussistenza, segnatamente durante il volontariato all'interno od all'estero;

e) L'appartenere a famiglia di condizione ed attinenze rispettabili, e lo aver sempre tenuto una buona condotta;

f) L'esito favorevole dell'esame speciale di concorso secondo le prescrizioni degli articoli seguenti.

Art. 2. Verificandosi la necessità di nuove ammissioni, verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* un avviso di concorso, nel quale sarà indicato il numero dei posti complessivamente disponibili, il periodo di tempo entro il quale dovranno presentarsi le istanze di ammissione agli esami, e finalmente il giorno e l'ora in cui questi avranno principio.

Art. 3. Nelle istanze per l'ammissione agli esami, gli aspiranti dovranno giustificare, mediante gli opportuni documenti, di possedere le condizioni stabilite all'articolo 1°. Riguardo a quella di cui alla lettera *d)* di detto articolo, essa dovrà comprovarsi constatando con atti autentici il minimo di reddito annuo del quale l'aspirante, sia in proprio, sia per assegno concessogli dai propri parenti o da altri, abbia la libera disposizione. Questo minimo non potrà essere inferiore ad annue lire tremila.

Le istanze giunte al Ministero dopo la scadenza del termine prefisso saranno respinte.

Otto giorni prima dell'apertura degli esami si pubblicherà sulla *Gazzetta Ufficiale* l'elenco delle istanze ammesse.

Le domande, estese in carta da bollo da una lira, dovranno essere non solo firmate, ma scritte intieramente di pugno dell'aspirante.

Saranno, del resto, rigorosamente esclusi dagli esami coloro che, in un previo esperimento, non daranno prova di possedere una scrittura nitida e chiara.

Art. 4. Non sarà ammesso a concorrere chi si presentasse per la terza volta.

Art. 5. Non sarà lecito agli aspiranti di fissare la carriera alla quale intendono dedicarsi; potranno bensì manifestare nell'istanza quali siano, a tale riguardo, i loro desiderii.

L'assegnazione dei volontari alle varie carriere si farà, in seguito, dal Ministro, sulla scorta delle risultanze dell'esame, o dei vari criteri che avrà potuto formarsi, durante il volontariato, circa le diverse attitudini dei singoli ammessi, e tenuto conto altresì delle rispettive condizioni di famiglia e di fortuna.

Per l'assegnazione alla carriera diplomatica è

indispensabile il possesso di un reddito annuo disponibile non inferiore a lire 8000. Per la carriera consolare è assolutamente richiesta la laurea in leggi.

Il Ministro non è tenuto, in nessun caso, a motivare le sue disposizioni intorno alla assegnazione degli aspiranti alle varie carriere.

Art. 6. Gli esami saranno dati da una Commissione di cinque membri, appositamente nominata con decreto ministeriale. La scelta del presidente verrà fatta dal Ministro. Un impiegato del Ministero, parimenti designato dal Ministro, disimpegnerà, senza voto, le funzioni di segretario della Commissione stessa.

Tre membri almeno della Commissione dovranno essere estranei al Ministero.

Art. 7. Gli esami verseranno principalmente sulle materie riflettenti gli studii giuridico-politici, la storia e la geografia, la lingua e la letteratura italiana e francese. Saranno altresì argomento di esame le nozioni elementari dell'aritmetica e della contabilità.

Uno speciale programma, che forma parte integrante del presente decreto, indica sommariamente i punti principali delle materie sulle quali i candidati dovranno rispondere. Tale programma verrà, di volta in volta, pubblicato coll'avviso di concorso di cui all'articolo 2.

Oltre alla lingua francese, della quale i candidati dovranno avere perfetta e famigliare conoscenza, sarà pure richiesta la cognizione di un'altra lingua straniera tra le seguenti: tedesca, inglese, russa, slava, scandinava, spagnuola, portoghese, od una delle principali lingue dell'Asia.

Art. 8. Gli esami saranno scritti e verbali.

Due saranno gli esami in iscritto: l'uno verserà sulle materie giuridico-politiche, l'altro sull'economia politica, storia e geografia. Uno di questi, a scelta del candidato, dovrà essere in francese.

Gli esami scritti precederanno gli esami verbali e saranno dati in due giorni consecutivi.

Gli esami verbali, in lingua italiana o francese, riflettono:

1° La legislazione civile, penale e commerciale;
2° Il diritto internazionale e costituzionale;
3° L'economia politica;
4° La storia, geografia e statistica;
5° Le lingue straniere oltre alla francese;
6° L'aritmetica e la contabilità.

Art. 9. La Commissione esaminatrice fisserà le norme disciplinali per gli esami.

Art. 10. Ciascun esaminatore disporrà, per ogni singolo esame (scritto o verbale), di 10 punti. Il numero 50 rappresenterà adunque, in ogni esame, la pienezza dei voti.

Non raggiungendo la metà della totalità dei voti negli esami scritti, il candidato è escluso da ogni ulteriore esame e dal concorso.

Il voto complessivo ottenuto in ogni singolo esame si moltiplica per la cifra rappresentante il coefficiente d'importanza dell'esame di cui si tratta. I coefficienti d'importanza sono indicati nella tabella annessa al programma.

Si sommano assieme i prodotti risultanti dalla moltiplicazione dei voti complessivi ottenuti in ogni esame pel rispettivo coefficiente.

Se codesta somma riesce inferiore ai $^{6}/_{10}$ del numero totale dei punti ottenibili, il candidato è dichiarato non *idoneo ed escluso dal concorso*.

Tra i candidati dichiarati idonei, l'ammissione e la graduazione in carriera sono regolate dal numero totale dei punti ottenuti, e saranno perciò ammessi in carriera, per ordine di punti ottenuti, tanti candidati idonei quanti sono i posti disponibili.

Art. 11. Sono abrogate le norme precedentemente in vigore sulle materie alle quali si riferisce il presente decreto, e segnatamente gli articoli dal 159 al 168 del regolamento del servizio interno del Ministero degli Affari Esteri, approvato con decreto ministeriale del 22 dicembre 1856.

Art. 12. In via provvisoria, e per gli esami che abbiano luogo entro l'anno a partire dalla data del presente decreto, non sarà richiesto, per gli aspiranti alle carriere del Ministero e delle legazioni che inoltreranno regolare domanda di ammissione agli esami stessi nel termine di un mese a far tempo dalla data suddetta, l'adempimento della condizione prescritta alla lettera *c* dell'art. 1.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti, ed avrà effetto a partire dal giorno di oggi.

Firenze, 15 maggio 1869.

(L. S.) L. F. MENABREA.

Programma per gli esami di concorso.

Legislazione civile.

Della cittadinanza.
Del matrimonio e dei diritti di famiglia.
Della tutela.
Della proprietà.
Dei contratti e delle obbligazioni.
Teoria delle prove.
Successioni e testamenti.

Legislazione penale.

Principii generali intorno ai reati ed alle pene.
Dei reati commessi da nazionali in territorio straniero.
Dei reati commessi dagli stranieri nel territorio dello Stato.
Dei reati commessi nei porti di mare od in alto mare.
Delle giurisdizioni penali e della rispettiva competenza.

Legislazione commerciale.

Libri di commercio.
Società commerciali.
Prove dei contratti.
Lettere di cambio o biglietti all'ordine.
Commercio marittimo.

NB. Per quelle parti di legislazione che non fossero ancora uniformi in tutto il Regno d'Italia, i candidati avranno facoltà di rispondere o scrivere giusta la legislazione della rispettiva loro provincia.

Diritto costituzionale.

Del sistema rappresentativo.
Divisione dei poteri.
Dell'inviolabilità della persona del principe.
Della responsabilità dei ministri.
Del Parlamento e sue divisioni in due corpi.
Diritto elettorale — Sue varie forme.
Guarentigie costituzionali — Libertà personale, ecc.

Diritto delle genti o internazionale.

Principii razionali del diritto delle genti — Autonomia degli Stati — Principio di nazionalità.

Sovranità — Alta sovranità — Vassalli e tributari — Protettorato — Territorii neutri.

Diritto di guerra e di pace — Diritto dei neutri — Neutralità armata.

Blocco e sue condizioni — Diritto dei belligeranti — Non intervento — Trattati — Loro osservanza ed interpretazione — Adesione ai trattati — Proteste — Ricognizione ufficiale dei nuovi governi.

Diritti e privilegi d'ambasciata — Gradi diversi di rappresentanza diplomatica e differenze di prerogative che ne provengono.

Immunità extraterritoriale.

Diritto marittimo — Progresso del diritto marittimo insino ai dì nostri, e compreso il Congresso di Parigi del 1856.

Principii del diritto privato internazionale — Obbligazioni dei forestieri verso lo Stato in cui dimorano — Diritto dello Stato sui forestieri.

Giurisdizione consolare in genere.

Giurisdizione consolare negli scali di Levante — Capitolazioni.

Estradizione — Principii pei quali è fondata in diritto — Reati per cui in generale è conceduta fra gli Stati che ne fecero convenzione speciale.

Economia politica.

Principii generali — Ricchezza — Produzione di essa.
Valore — Varie formole recate innanzi per definirlo.
Della proprietà terriera.
Del lavoro — Divisione di esso — Del cambio — Del capitale.
Influsso del progresso delle scienze e delle arti sulla produzione.
Delle macchine nell'industria e nell'agricoltura.
Della concorrenza — Corporazioni del medio evo — Organizzazione del lavoro ideata dai socialisti.
Teorica della rendita.
Teorica della popolazione.
Della ripartizione della ricchezza.
Leggi che governano il saggio e le relazioni fra le rendite, i profitti e i salari.
Libertà di commercio — Sistema proibitivo e protettivo — Sistema coloniale.
Del consumo delle ricchezze — Suoi influssi sulla produzione e sulla ripartizione.
Delle monete.
Della circolazione.
Del credito — Banche — Altri istituti di credito.
Cenni storici sull'economia politica.
Primi scrittori italiani.
Scuola fisiocratica francese.
Adamo Smith e suoi continuatori.
Scuola socialistica e varie sue forme.
Scuola liberale.
Stato presente della scienza.

Storia generale. — Storia antica.

Nozioni elementari di storia antica — Grandi epoche storiche — Caduta delle repubbliche greche — Caduta della repubblica romana — Formazione e disfacimento dell'Impero.

Medio evo.

Invasione dei barbari, massime in Italia — La feudalità ed i suoi caratteri ed effetti — Impero di Carlo Magno — Origini e progressi dell'Islamismo.

Crociate — Invasioni ottomane in Europa ed Africa — Caduta dell'Impero d'Oriente.

Storia moderna.

Le grandi scoperte geografiche ed i loro effetti — Regno di Francia e sua crescente forza e influenza.

Riforma religiosa e suoi effetti, massimamente politici.

Carlo V e grandezza di Spagna — Guerra di Fiandra — Guerra dei Trent'Anni — Pace di Vestfalia, sue conseguenze per la Germania e l'Europa.

Il Concilio di Trento.

Rivoluzione inglese — Cacciata degli Stuardi — Costituzione e grandezza dell'Impero Britannico — Luigi XIV — Guerra della successione di Spagna — Pace di Utrecht — Pietro il Grande — Formazione dell'Impero Moscovita — Guerra della successione d'Austria — Formazione della Monarchia Prussiana — Trattato d'Aquisgrana — Spartimento della Polonia — Aprimento del Mar Nero alla navigazione commerciale.

L'Impero indo-britannico.

Indipendenza degli Stati Uniti d'America; loro rapida grandezza.

Rivoluzione francese — Guerre della Repubblica; guerre dell'Impero.

Pace di Presburgo — Abolizione dell'Impero Germanico.

Caduta del grande Impero Francese — Trattati del 1815.

Conquiste della Russia sulla Svezia, Turchia, Persia, China e sui Khanati tartari.

Istituzione del Regno di Grecia.

Formazione del Regno dei Belgi.

Guerra di Crimea — Congresso e Trattato di Parigi.

Formazione del Regno d'Italia — Cessazione della Dieta Germanica — Incremento della Prussia.

Storia d'Italia dopo Carlo Magno.

Repubbliche Italiane — Cause della loro prosperità e decadenza — Lega Lombarda — Gli Svevi, gli Angioini e gli Aragonesi nelle Due Sicilie — Venezia, Genova e il Ducato di Milano — Lega di Cambrai — Caduta di Firenze — Vicereame spagnuolo — Austria in Lombardia, Lorenesi in Toscana, Carlo III in Napoli — Riforme civili anteriori alla rivoluzione francese — Conseguenze di questa in Italia — Ristaurazione.

Origine e vicende degli Stati della Chiesa.

Primordii della Casa di Savoia — Regni di Emanuele Filiberto, Vittorio Amedeo II e Carlo Emanuele III.

Geografia e statistica.

Geografia fisica — Nozioni generali elementari.

Geografia politica — Principali Stati d'Europa, d'Asia e d'America; loro colonie, lingue, religioni, forme di governo, industria e commercio; loro popolazione assoluta e relativa e loro forze di terra e di mare.

Emancipazione seguita di molte colonie, e variazione di sistemi politico-commerciali avvenuta in parecchie di esse.

La liberazione degli schiavi nelle colonie ed in Europa.

Il credito pubblico e le condizioni di finanza dei vari governi.

Le grandi linee di comunicazione fra i vari continenti.

L'emigrazione dall'Europa e dall'Asia orientale: sue conseguenze.

Le missioni religiose e loro importanza sociale.

Le nazionalità e le difficoltà politiche nascenti in vari Stati dalle loro tendenze.

Numerosi servizi resi dalla diplomazia agli interessi generali delle scienze e del progresso sociale.

TABELLA *dei coefficienti d'importanza dei vari esami* (*Art.* 10).

MATERIE	COEFFICIENTI di importanza	Totale dei punti ottenibili in ogni materia
Esami scritti.		
1° Legislazione	20	1000
2° Economia politica, storia e geografia	14	700
Esami verbali.		
3° Legislazione civile, penale e commerciale	12	600
4° Diritto internazionale e costituzionale	12	500
5° Economia politica	10	500
6° Storia, geografia e statistica	12	600
7° Lingua francese	7	400
8° Lingue straniere	7	400
9° Aritmetica e contabilità	6	300
Totale dei coefficienti di importanza	100	
id. complessivo dei punti ottenibili (100 × 50)	...	5000
Idoneità (sei decimi)	...	3000

Nella votazione sugli esami scritti si avrà a tener conto del merito intrinseco del lavoro, della purezza della lingua in cui è redatto, ed anche della calligrafia con cui è scritto.

MINISTERO DELLA GUERRA.

PREMIO RIBERI.

Nuovo concorso al premio Riberi in lire 1000 *relativo ai venti mesi decorrendi dal* 1° *agosto* 1868 *a tutto marzo* 1870.

Programma.

Saranno aggiudicate lire 1000 in premio alla migliore od alle due migliori memorie redatte da uffiziali del corpo sanitario militare sul tema seguente:

« Trattare un argomento qualunque di igiene militare. »

Condizioni del concorso.

1. Le memorie premiate saranno due, essendo destinate lire 700 per la migliore e lire 300 per quella che si sarà più avvicinata alla soluzione del tema proposto.

2. Nel caso che una sola memoria superasse di lunga mano le altre, l'autore di questa conseguirà l'intiero premio di lire 1000.

3. Nessuna memoria, tuttochè meritevole di lode, potrà conseguire il premio, se l'autore non avrà adempiuto a tutte le condizioni del programma.

4. Le memorie però che non conseguiranno il premio, otterranno, ove ne siano giudicate meritevoli, una menzione onorevole.

5. Le dissertazioni dovranno essere inedite e scritte in lingua italiana, francese o latina, ed in caratteri chiaramente leggibili: lo stile sarà piano, facile e conciso, quale appunto si addice a cose scientifico-pratiche.

6. Sono solamente ammessi al concorso i medici militari del nostro esercito e marina in attività di servizio, in aspettativa od in ritiro; ne sono però eccettuati i membri del Consiglio e quelli della Commissione.

7. Ciascun concorrente contrassegnerà la sua memoria con un'epigrafe, che verrà ripetuta sopra una scheda suggellata contenente il nome, il prenome ed il luogo di residenza dell'autore.

8. È assolutamente vietata qualunque espressione, che possa far conoscere l'autore, il quale fatto, ove succedesse, toglierebbe al medesimo il diritto al conseguimento del premio.

9. Non si apriranno fuorchè le schede delle memorie premiate o giudicate meritevoli di menzione onorevole, le altre saranno abbruciate senza essere aperte.

10 Il giorno perentorio stabilito per la consegna delle memorie è il 31 marzo 1870. Quelle che pervenissero dopo trascorso questo giorno saranno considerate come non esistenti.

11. La pubblicazione nel *Giornale di medicina militare* dell'epigrafe delle memorie a mano a mano che perverranno al Consiglio servirà di ricevuta ai loro autori.

12 Il manoscritto delle memorie presentate al concorso appartiene di diritto al Consiglio, con piena facoltà a questo di pubblicarlo per mezzo della stampa. L'autore però è altresì libero di dare con lo stesso mezzo pubblicità alla propria memoria, anche emendata o modificata, purchè, in questo caso faccia risultare degli emendamenti e delle modificazioni introdottevi in tempo posteriore alla trasmissione del relativo manoscritto al Consiglio.

Il Presidente
del Consiglio superiore militare di sanità
COMISSETTI.

Visto per l'approvazione
Il Ministro: E. BERTOLÈ-VIALE.

PARTE NON UFFICIALE

Camera dei Deputati.

La Camera nella tornata di ieri terminò la discussione del bilancio 1869 del Ministero della Pubblica Istruzione, alla quale presero parte i deputati Como, Macchi, De Boni, Sanguinetti, San Donato, Morelli Carlo, Del Zio, Torrigiani, Panattoni, Michelini, Broglio, il relatore Messedaglia e il Ministro dell'Istruzione Pubblica.

Essa approvò inoltre gli articoli dello schema di legge concernente il bilancio dell'entrata del 1869.

Le venne presentata dal Ministro delle Finanze una relazione sopra l'emissione delle nuove monete di bronzo e il ritiro delle antiche monete di rame.

Giunte nominate dal Comitato privato il 27 maggio 1869.

Progetto n° 288 — Autorizzazione di maggiore spesa sui bilanci 1869 70-71 del Ministero della Marina pei lavori dell'arsenale marittimo di Spezia.

Commissari:

Breda, Cavalletto, Ferracciù, Maldini, Mezzanotte, Pescetto, Ricci.

Progetto n° 301 — Convalidazione del decreto Reale 4 novembre 1868, relativo all'autorizzazione di una spesa straordinaria di lire 1,813,200 per la continuazione dei lavori della ferrovia Asciano-Grosseto e per il servizio delle obbligazioni emesse.

Commissari:

Bellelli, Ferri, Monzani, Plutino Agostino, Sansoni, Sormani-Moretti, Torrigiani.

Progetto n° 304. — Approvazione di spese straordinarie per opere stradali sui bilanci 1869-70-71 e 72 dei Lavori Pubblici.

Commissari:

Breda, Costamezzana, Giacomelli, La Cava, Molinari, Monti Coriolano, Speroni.

Progetto n° 305. — Proroga del termine per l'affrancazione delle enfiteusi nel Veneto e nel Mantovano.

Commissari:

Faro, Morpurgo, Oliva, Piccoli, Ronchetti, Sanminiatelli, Serra Luigi.

Progetto n° 308. — Prescrizione delle partite di spese fisse non pagate.

Commissari:

Arrivabene, Bullo, Correnti, Cortese, Dina, Garau, Pieri.

Progetto n° 309. — Autorizzazione della iscrizione sul Gran Libro del Debito Pubblico di lire 6000 di rendita 5 per 0[0 a favore del barone Antonio Tarchini Bonfanti.

Commissari:

Adami, Alfieri, Cancellieri, Galeotti, Greco Luigi, Massari Giuseppe, Morosoli.

NOTIZIE ESTERE

FRANCIA

I giornali francesi dei vari dipartimenti recano le descrizioni dei disordini occorsi in parecchie località in occasione delle elezioni generali.

Il *Mémorial de la Loire* scrive in data di Saint-Etienne 25 corrente:

La sera del 24, appena fu presentato il risultato dello scrutinio che dava una grande maggioranza al signor Dorian, torme numerose e compatte si concentrarono da vari punti davanti al caffè Burlat. Agli evviva in favore di Dorian si frammischiavano le prime strofe della *Marsigliese*, intuonata da un piccol numero di agitatori, e si gridava pure: *Vivano i rossi! Abbasso i bianchi!* Poco dopo le 9 la folla si mosse cantando ad alta voce: *Aux armes, citoyens!* e si diresse verso piazza Marengo. Si udiva pure il grido di *Abbasso i preti! Abbasso i Gesuiti! Abbasso i calottini!*

L'autorità aveva concentrate al palazzo di città le forze necessarie, e le truppe erano consegnate alle caserme col sacco indosso.

Tutt'ad un tratto si sparge la voce che un distaccamento della sommossa è ai Gesuiti e che abbruciano il collegio di San Michele. Infatti gli ammutinati erano penetrati nello stabilimento dei Gesuiti, gli uni rompendo i cancelli delle scuole tenute dai maristi e forandone il muro, gli altri forzando le porte o scalando i muri. Il fuoco è alla loggia del portinaio. Le scuole dei maristi, situate al pianterreno del primo cortile, sono saccheggiate; l'orologio, la cattedra, i quadri sono fatti a pezzi. Le statue della Madonna che decoravano i piccoli altari appesi ai muri sono in polvere o coprono il suolo coi loro frantumi. I banchi sono trasportati nel cortile per addossarli alla porta della cappella che non hanno potuto sconficcare. Il padre Franchet, superiore dello stabilimento, il quale ha cercato di parlamentare colla sommossa, è stato percosso al capo da un violento colpo di bastone.

Arriva la truppa. Il prefetto si apre un passaggio attraverso alle prime file della moltitudine ch'egli arringa, ed alla quale intima l'ordine di ritirarsi. Già all'avvicinarsi della truppa molti perturbatori hanno preso la fuga pei giardini e per le strade circonvicine. Altri riformano le loro file, ma senza mostrar di voler tentare una seria resistenza. Tre individui sono arrestati.

La sommossa si porta di nuovo verso la piazza del palazzo di città, sempre cantando la *Marsigliese*. Alle 10 1[2 l'autorità ordina lo sgombro e la chiusura dei caffè. Intanto viene condotto al posto centrale della polizia un uomo che è stato arrestato mentre portava una specie di bandiera formata da un bastone e da un cencio rosso. I dimostranti minacciano di liberarlo. Arriva un battaglione, si schiera sotto l'atrio della prefettura, e si fanno caricare le armi. Alle 11 si staccano alcune torme, e vanno percorrendo la città cantando la *Marsigliese*. Ai Cappuccini rompono i vetri della cappella, e cercano di sconficcare la porta, che resiste. All'appressarsi di un distaccamento di soldati si disperdono. Infine alle 2 1[2 la piazza del palazzo di città comincia a vuotarsi, e verso le 5 cessano gli ultimi canti della *Marsigliese*. Non un colpo di fucile è stato tirato, non una ferita è stata ricevuta, nessuna collisione violenta ha avuto luogo.

— Nell'*Emancipation* di Tolosa si legge:

La sera del 24 una folla di operai riuniti sulla piazza del Campidoglio manifestava con canti allegri la sua soddisfazione per i risultati dello scrutinio. La polizia volle impor loro silenzio, ed essi allora intuonarono la *Marsigliese*. Furono tosto fatti diversi arresti. La piazza del Campidoglio fu occupata dalla truppa, ed un giovane di sedici anni fu ferito in un braccio da un colpo di baionetta. In seguito la folla fu dispersa dalle cariche di cavalleria, e le pattuglie inibirono la circolazione nei dintorni del Campidoglio.

— Il *Journal d'Amiens* scrive:

La classe operaia d'Amiens è stata malcontenta delle risultanze della votazione, in cui gli elettori di campagna hanno fatto prevalere la candidatura del signor Cosserat; una dimostrazione dei lavoranti degli opifici di questo industriale venuti a complimentarlo ha terminato di esacerbare gli animi. Diverse risse hanno avuto luogo in varii punti della città. Molti operai si portarono alla Hotoie ed al sobborgo di Hern acclamando il nome di Debausseaux, rompendo i fanali a gas e facendo qualche guasto ai ponti che conducono agli opifici del signor Cosserat. L'intervento della truppa rimise l'ordine.

— L'*Echo du Nord* reca in data di Lilla 25:

Durante la votazione del giorno 24 il Palazzo di Città fu occupato da un distaccamento di truppe. Il presidente dell'ufficio protestò. Questa mostra dei *chassepot* indispose il pubblico. Verso le 10 della sera si formarono diversi assembramenti che percorsero le vie cantando dapprima canzoni popolari, poi si unirono davanti alla *Birraria della Riforma*, ed allora i dimostranti, in numero di circa 1500, si misero a gridare *Viva Thiers!*

In seguito la folla si divise e si sparse per la città, facendo intendere le medesime grida, ed una parte si portò nella via Santa Caterina, ove abita il deputato eletto, Des Rotours, la casa del quale era guernita di truppa che respinse i dimostranti.

Sulla piazza d'Armi stavano schierati i cacciatori di Vincennes, coll'arma al piede. Dopo mezzanotte arrivarono al galoppo i dragoni, mentre da un'altra parte giungeva la fanteria. Alla veduta di questi preparativi, la folla che fino allora si era limitata a cantichiare sottovoce la *Marisigliese*, si mise a cantarla a voce spiegata. Furono fatte le intimazioni, quindi ebbero luogo le cariche, e furono operati diversi arresti. Si dice che alcune persone siano state ferite leggiermente; il numero degli arrestati ascende a 25, e fra questi si trova un negoziante, il quale trasportato dallo sdegno era andato a casa a prendere il suo fucile, del quale per altro non ha fatto nessun uso.

TURCHIA.

Da Costantinopoli, 22 corrente, scrivono all'*Osserv. Triestino*:

Le trattative fra il granvisir e il signor Rangabè per comporre le controversie insorte riguardo all'applicazione della nuova legge sulla nazionalità ottomana ai sudditi greci sembrano essere terminate in modo soddisfacente. La Porta riconoscerebbe la nazionalità ellenica di quei suoi anteriori sudditi, i quali si fossero recati in Grecia innanzi la comparsa della legge anzidetta e vi avessero dimorato abbastanza tempo da ottemperare alla legge locale prima di ottenere passaporti greci. Verranno nominate Commissioni miste nella capitale e nelle provincie per esaminare i recapiti di tutti gli ex raià di questa classe. Quanto ai sudditi ellenici che durante la rottura delle relazioni abbandonarono la loro nazionalità e divennero raià, la quistione del loro ritorno allo stato anteriore rimane ancora da sciogliersi.

GRECIA.

Da Atene, 22, scrivono al giornale sopra citato:

Domani comincia la settimana delle nuove elezioni parlamentari. Tutti si preparano, elettori e candidati; già s'intende che le promesse d'ambe le parti sono molte; le case dei candidati sono assediate giorno e notte da un quantità di persone. Nella nostra provincia i candidati sono in numero di quattordici (l'anno scorso eravene il doppio); fra questi sono quattro ufficiali superiori dell'esercito, ed altrettanti avvocati. In alcune provincie del Regno, e principalmente in quella di Cumunduros, ove gli animi sono più irritati, e le passioni politiche più pronunciate, si temono dei conflitti, sebbene il Governo abbia preso tutti i provvedimenti necessari.

ASIA.

Le ultime notizie dell'Asia fanno sapere che il Governo del Bengala permise che venga intrapresa una spedizione composta d'indigeni della frontiera di Suddya, per tentar d'aprire comunicazioni coi missionari francesi detenuti a Huba, per la via del Tibet. — L'emir Scir Alì, appena rientrato nell'Afghanistan, ebbe la notizia che il Sirdar Isciank Khan, figlio di Azim Khan, era fuggito dal Turkistan.

NOTIZIE VARIE

Tabella delle stanze dei Corpi militari:

Fanteria.

Brigata granatieri Sardegna, comando di brigata a Treviso, 1° regg. a Udine, 2° regg. a Treviso.

Brigata gran. Lombardia, comando di brigata Bologna, 3° regg. Bologna, 4° regg. Bologna.

Brigata gran. Napoli, comando di brigata Caserta, 5° regg. Caserta, 6° regg. Caserta.

Brigata gran Toscana, comando di brigata Palermo, 7° regg. Palermo, 8° regg. Palermo.

Brigata del Re, comando di brigata Piacenza, 1° regg. fant. Piacenza, 2° Piacenza.

Brigata Piemonte, comando di brigata Brescia, 3° regg. Cremona, 4° Brescia.

Brigata Aosta, comando di brigata Parma, 5° regg Parma, 6° Reggio Emilia.

Brigata Cuneo, comando di brigata Perugia, 7° regg. Perugia, 8° Spoleto.

Brigata Regina, comando di brigata Messina, 9° regg. Catania, 10° Messina.

Brigata Casale, comando di brigata Genova, 11° regg. Genova, 12° Genova.

Brigata Pinerolo, comando di brigata Girgenti, 13° regg. Trapani, 14° Girgenti.

Brigata Savona, comando di brigata Napoli, 15° regg Napoli, 16° Napoli.

Brigata Acqui, comando di brigata Milano, 17° regg. Milano, 18° Milano.

Brigata Brescia, comando di brigata Bologna, 19° regg. Bologna, 20° Forlì.

Brigata Cremona, comando di brigata Livorno, 21° regg. Livorno, 22° Livorno

Brigata Como, comando di brigata Verona, 23° regg. Verona, 24° Verona.

Brigata Bergamo, comando di brigata Bari, 25° regg. Bari, 26° Foggia.

Brigata Pavia, comando di brigata Nocera, 27° regg. Aversa, 28° Nocera.

Brigata Pisa, comando di brigata Palermo, 29° regg. Termini, 30° Caltanissetta.

Brigata Siena, comando di brigata Solmona, 31° regg. Aquila, 32° Solmona.

Brigata Livorno, comando di brigata Ancona, 33° regg. Ancona, 34° Ancona.

Brigata Pistoia, comando di brigata Padova, 35° regg. Padova, 36° Mantova.

Brigata Ravenna, comando di brigata Parma, 37° regg. Modena, 38° Modena.

Brigata Bologna, comando di brigata Napoli, 39° regg. Napoli, 40° Napoli.

Brigata Modena, comando di brigata Alessandria, 41° regg. Alessandria, 42° Alessandria.

Brigata Forlì, comando di brigata Firenze, 43° regg. Firenze, 44° Firenze.

Brigata Reggio, comando di brigata Firenze, 45° regg. Siena, 46° Firenze.

Brigata Ferrara, comando di brigata Genova, 47° regg. Milano, 48° Genova.

Brigata Parma, comando di brigata Cagliari, 49° regg. Peschiera, 50° Cagliari.

Brigata delle Alpi, comando di brigata Gaeta, 51° regg. Gaeta, 52° Gaeta.

Brigata Umbria, comando di brigata Palermo, 53° regg. Palermo, 54° Palermo.

Brigata Marche, comando di brigata Venezia, 55° regg. Venezia, 56° Venezia.

Brigata Abruzzi, comando di brigata Pisa, 57° regg. Pisa, 58° Lucca.

Brigata Calabria, comando di brigata Torino, 59° regg. Torino, 60° Torino.

Brigata Sicilia, comando di brigata Terni, 61° regg. Terni, 62° Terni.

Brigata Cagliari, comando di brigata Chieti, 63° regg. Chieti, 64° Capua.

Brigata Valtellina, comando di brigata Napoli, 65° regg. Napoli, 66° Napoli.

Brigata Palermo, comando di brigata Verona, 67° regg. Verona, 68° Verona.

Brigata Ancona, comando di brigata Catanzaro, 69° regg. Catanzaro, 70° Reggio Calabria.

Brigata Puglie, comando di brigata Salerno, 71° regg. Salerno, 72° Salerno.

Amministrazione.

Corpo d'amministrazione a Torino.

Bersaglieri.

1° Battaglione a Lugo - 2° a Torino - 3° a Termini - 4° a Palermo - 5° ad Acri - 6° a Ravenna - 7° a Cariati (Rossano) - 8° a Tagliacozzo - 9° a Torino - 10° a Milano - 11° a Firenze - 12° a Parma - 13° a Messina - 14° a Rossano - 15° a Pavia - 16° a Livorno - 17° a Sassari - 18° a Napoli - 19° a Palermo - 20° a Parma - 21° a Firenze - 22° a Castel di Sangro - 23° a Piana dei Greci - 24° a Bergamo - 25° a Celano - 26° ad Atina - 27° a Monreale - 28° a Bologna - 29° ad Ancona - 30° a Genova - 31° a Belluno - 32° a Milano - 33° a Venezia - 34° a Foligno - 35° a Perugia - 36° a Livorno - 37° a Sora - 38° a Catania - 39° a Salerno - 40° a Montemaggiore - 41° ad Ortona de'Marsi - 42° a Taverna - 43° a Napoli - 44° a Cerreta Sannita - 45° a Castrovillari.

1° regg. a Cuneo(1); 2° a Novara(2); 3° a Parma (3), 4° a Capua (4); 5° a Livorno (5).

(1) Battaglioni che lo compongono: 1°, 6°, 7°, 9°, 13°, 19°, 21°, 27° e 41°.
(2) Id. 2°, 4°, 8°, 10°, 11°, 15°, 17°, 37° e 42°.
(3) Id. 3°, 5°, 12°, 18°, 20°, 23°, 25°, 38° e 43°.
(4) Id. 26°, 28°, 29°, 30°, 31°, 32°, 33°, 40° e 44°.
(5) Id. 14°, 16°, 22°, 24°, 34°, 35°, 36°, 39° e 45°.

Artiglieria.

1° Reggimento (pontieri) a Pavia. 2° (piazza) Capua. 3° (piazza) Torino. 4° (piazza) Piacenza. 5° (campagna) Venaria Reale. 6° (campagna) Vigevano. 7° (campagna) Pisa. 8° (campagna) Verona. 9° (campagna) Pavia.

Genio.

Corpo dei zappatori del genio a Casale.

Treno d'armata.

Corpo del Treno a Torino.

Deposito cavalli stalloni.

Comando del personale a Ferrara.

Carabinieri Reali.

1ª Legione Torino - 2ª *Soppressa* - 3ª Cagliari - 4ª Milano - 5ª Bologna - 6ª Firenze - 7ª Napoli - 8ª *Soppressa* - 9ª Bari - 10ª *Soppressa* - 11ª Catanzaro - 12ª Palermo - 13ª Verona - 14ª (allievi) Torino.

Cavalleria di linea.

Reggimento Nizza cavalleria a Torino.
Regg. Piemonte Reale cavalleria a Bologna.
Regg. Savoja cavalleria a Firenze.
Regg. Genova cavalleria a Caserta.

Lancieri.

Regg. Lancieri di Novara a Caserta.
Id. di Aosta a Parma.
Id. di Milano a Lucca.
Id. di Montebello a Udine.
Id. di Firenze a Napoli.
Id. Vittorio Emanuele a Nola.
Id. di Foggia a Milano.

Cavalleggeri.

Regg. Cavalleggeri di Saluzzo a Verona.
Id. di Monferrato a Voghera.
Id. di Alessandria a Lodi.
Id. di Lodi a Vicenza.
Id. di Lucca a Milano.
Id. di Caserta a Savigliano.
Regg. Ussari di Piacenza a Saluzzo.
Regg. Guide a Vercelli.

Compagnie di disciplina.

1ª Portoferraio - 2ª Alessandria - 3ª Pizzighettone - 4ª Ponza (Isola) - 5ª Isola di Capri - 6ª Forte S. Leo (Ancona) - 7ª Tremiti - 8ª Fenestrelle - 9ª Rocca d'Anfo - 10ª Exilles - 11ª Osoppo - 12ª Venezia.

— Nel magnifico tempio di Santo Spirito aveva luogo ieri a cura del Municipio il religioso servizio per il 21° anniversario della giornata di Curtatone e Montanara. Venne celebrata una messa piana. La banda musicale della Guardia nazionale suonò durante la religiosa funzione varie sinfonie.

Intervenivano alla funebre commemorazione il comm. Peruzzi ff. di sindaco e alcuni membri del Consiglio municipale cioè gli assessori Garzoni, Rubieri, Balzani e Presenti, e i consiglieri Puliti, Pellizzari, Cantini e Barbèra. Si vedevano pure molti decorati della medaglia del 1848 e varie signore vestite a bruno. Sulle colonne presso l'altar maggiore erano iscritti i nomi dei morti nel glorioso fatto che si commemorava, e i cartelli eran circondati da una ricca ghirlanda di fiori.

Molta fu la gente che intervenne alla pia cerimonia, il che addimostra quanto sia sempre viva negli animi della nostra popolazione la rimembranza di quel lutto nazionale. (*Nazione*)

— Alla lettera di S. E. Nubar pascià, Ministro degli affari esteri del Kedive di Egitto, con cui si rendeva noto che S. A. il Vicerè poneva a disposizione della rappresentanza comunale di Firenze la somma di L. 15,000 in oro perchè ne fosse disposto come la rappresentanza stessa avrebbe creduto migliore, l'egregio comm. Peruzzi si affrettava rispondere, ringraziando a nome della città e prevenendo che sarebbe stata data comunicazione a S. A. del modo col quale la somma stessa sarebbe stata erogata. (*Idem*)

— Scrive il *Giornale di Napoli* del 28:

Le LL. AA. RR. il Principe e la Principessa di Piemonte partono per la via di mare lunedì nelle ore pomeridiane. Giungeranno a Livorno mercoledì.

— Domani tutti gli ufficiali superiori della guarnigione si recheranno a fare la loro visita di congedo a S. A. R. il Principe Umberto.

— Leggesi nell'*Italia Militare* del 29:

Siamo informati che quest'anno verranno attuati i seguenti campi d'istruzione:

Campo di Somma, in due periodi di un mese caduno nel luglio e agosto. Vi prenderanno parte per ogni periodo: tre brigate di fanteria di linea, tre o quattro battaglioni di bersaglieri, un reggimento di cavalleria, due brigate d'artiglieria e due compagnie del genio.

Campo di Verona, in due periodi come pel precedente. Vi sono destinate per ogni periodo: due brigate di fanteria di linea, due battaglioni di bersaglieri, un reggimento di cavalleria, una brigata d'artiglieria ed una compagnia del genio.

Campo di San Maurizio, in un solo periodo di quarantacinque giorni cominciando dai primi d'agosto. Vi prenderanno parte: una divisione di cavalleria e la brigata d'artiglieria a cavallo.

Dopo i campi avranno luogo delle manovre campali ed alcuni cambi di guarnigione.

— La Commissione per l'Esposizione artistica, industriale e agraria della provincia senese pubblica il seguente avviso:

La Esposizione artistico-industriale-agraria della provincia di Siena, non altrimenti portata ad atto nel 1866 per ragioni a tutti ben note, con recente deliberazione del municipio di Siena viene trasferita all'agosto del 1870.

La sottosegnata Commissione, incaricata di soprintendere e provvedere a tutto ciò che può occorrere per la buona riuscita dell'Esposizione, si fa sollecita ad annunziarla agli artisti, industriali e agricoltori della provincia, affinchè per tempo si possano preparare a questa nuova solennità artistica e industriale, in cui deve comparire ciò che il genio e l'industria sanno produrre fra noi.

La Commissione stima superfluo lo spendere parole per dimostrare quanto torni all'interesse dei produttori e al decoro della provincia che la Esposizione riesca per quanto è possibile completa, consistendo appunto il vantaggio di queste ristrette esposizioni nell'offrire il quadro esatto del quanto e del come si produce nella provincia, per prendere da quello le mosse, ogni qualvolta ne sia il caso, per accrescere e migliorare la produzione.

È inoltre probabile che la nostra Esposizione preceda di pochi mesi quella internazionale che si terrà a Berlino, dimodochè la medesima potrà riuscire ad un tempo di preparazione al più grave cimento che i nostri artisti, industriali e agricoltori potranno affrontare sulle rive della Sprea.

Non mancheranno a questa Esposizione le ricompense al merito; però la qualità di queste, non meno che tutte le disposizioni dirette a informare la Esposizione, saranno fatte conoscere in un apposito regolamento generale, che in breve verrà pubblicato.

Siena, il 28 maggio 1869.

La Commissione:

Campani cav. prof. Giovanni, *presidente*; Bonelli cav. Federico; Crocini Giuliano; Mognaini Raffaello; Mussini cav. prof. Luigi; Nasimbeni Angelo; Partini architetto Giuseppe; Saracini cav. Alessandro; Sarrocchi cav. prof. Tito; Betti Lodovico, *segretario*.

— Il Comizio agrario di Torino, nell'adunanza generale del 13 dicembre 1868 stabilì un premio di lire mille e cinquecento a chi, prima dell'ottobre 1870, avesse presentato la migliore memoria di statistica agraria della provincia di Torino; ecco il programma del concorso:

I. — *Generalità.*

a) Situazione geografica della provincia - Confini - Superficie.

b) Clima e meteore - Temperatura, pioggia, neve, grandine, nebbie, brine, venti, ecc.

c) Condizioni geognostiche e geografiche - Monti - Miniere - Acque minerali - Natura del terreno agrario.

d) Stato idrografico naturale ed artificiale - Fiumi, torrenti, laghi, stagni, canali, serbatoi d'acqua, fontanili, ecc., specialmente nei rapporti coll'agricoltura.

e) Flora e fauna della provincia nelle sole attinenze coll'agricoltura.

II. — *Divisione amministrativa ed agraria.*

f) Capoluogo - Circondari - Mandamenti - Comuni - Cascinali, ecc. - Loro superficie parziale al monte, al colle ed al piano - Superficie complessiva come sopra.

g) Superficie incolta, distinta in riducibile e no - Superficie produttiva - Boschi a fustaia e cedui - Pascoli - Prati stabili ed a vicenda - Cereali - Risaie - Piante industriali e fruttifere - Vigne - Giardini - Caseggiati - Strade - Corsi d'acqua, ecc.

Le tabelle, nelle quali saranno raccolti questi dati, saranno esposte in modo chiaro, e si daranno maggiori dettagli, specialmente sui cereali, sulle piante industriali, fruttifere, ecc. Come pure verrà preso in particolare considerazione lo stato dei boschi, accennando, ove occorra, alle cause del loro deperimento, agli effetti che ne conseguono, ed ai mezzi o provvedimenti per rimediarvi.

III. — *La popolazione.*

h) Popolazione, distinta per sesso e professione, ecc., e per comune, mandamento, circondario - Complessiva.

i) Condizioni igieniche - Malattie dominanti, mortalità.

Personale sanitario - Medici, chirurghi, levatrici.

Ospedali od altri ricoveri - Opere di beneficenza a sollievo degli infermi, cronici, pelagrosi, dementi, ecc.

l) Condizioni morali ed intellettuali - Istituti educativi e d'istruzione - Asili, scuole.

Il personale educativo ed insegnante.

I delitti e le trasgressioni.

Le leggi forestali e di polizia rurale.

L'emigrazione, sua durata; cause.

m) Divisione della proprietà - Stato ipotecario - Imposte provinciali e comunali.

Condizioni economiche del proprietario, del coltivatore e del lavoratore - Rapporti economici fra loro - Qualità e forma dei contratti colonici - Sistemi economici di coltura.

Istituzioni di credito - Mutui nelle campagne, loro forma ed interesse.

Studio di confronto delle condizioni amministrative, igieniche, morali, intellettuali ed economiche nell'ultimo ventennio.

IV. — *I prodotti dell'agricoltura.*

n) Modo di coltivazione e spesa di produzione per ciascuna delle piante coltivate - Indicare la quantità di semente, l'epoca della semina, la qualità e quantità di concime, il posto nella rotazione, l'epoca e la quantità media di raccolto.

o) Arnesi e macchine in uso per le diverse coltivazioni.

p) Statistica degli animali utili all'agricoltura e dei loro prodotti - Qualche cenno sugli animali nocivi.

V. — *Industrie rurali.*

q) Vinificazione - Caseficio - Lavorazione di fibre tessili, ecc. Infine far cenno di tutte quelle industrie le quali, essendo esercite nelle campagne, ponno influire sul maggiore o minor benessere della popolazione e dell'agricoltura.

VI. — *Commercio.*

r) Vie di comunicazione - Sbocchi naturali dei prodotti dell'agricoltura - L'esportazione e l'importazione di questi prodotti nei rapporti colle altre provincie e coll'estero - Quali prodotti siano più ricercati, o convenga estendere maggiormente.

Fiere e mercati.

VII. — *Conclusione.*

Le memorie saranno dirette alla Segreteria del Comizio Agrario di Torino, ed accompagnate da lettera suggellata sul cui esterno stavi un motto e nell'interno il nome dell'autore.

L'esame delle memorie sarà fatto da una Commissione scelta dalla Direzione del Comizio.

Verrà aperta soltanto la lettera del motto premiato. Le altre saranno rese agli autori.

La proprietà della memoria resta all'autore.

Torino, il 1° marzo 1869.

Il Presidente CANTONI. *Il Segretario* DUGLIOTTI.

— Regia Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna - XIII. - Tornata del 9 maggio 1869.

Il socio corrispondente avv. Angelo Gualandi legge una sua dissertazione circa l'*origine della chiesa primitiva e cenobio di San Vittore fuori di Bologna*. Il dissertatore, se bene tentato da più argomenti di rialzare al secolo II o III il culto dei Bolognesi per San Vittore, di riconoscere in questo nome venerato il pontefice africano morto l'anno 201 anzi che il milite di Marsiglia martire nel 318, e di riconoscere, specialmente per le tradizioni greche dell'antica chiesa bolognese ammensata a quella di Ravenna, nei monaci che primieramente nel nome di San Vittore si raccolsero piuttosto degli anacoreti di rito egiziaco o greco che degli agostiniani; pur finalmente si acconcia all'opinion generale, riportando al secolo V l'origine dell'ordine monastico che tenne la chiesa bolognese.

Accennata quindi l'origine dell'ordine agostiniano (838) egli s'induce a credere che i monaci vittoriani del territorio nostro derivassero dall'abbazia dedicata ai Ss. Pietro e Vittore in Marsiglia nel 409 da S. Cassiano autore delle Institutioni monastiche e delle Collazioni; e vi s'induce, considerando che fra i nomi dei luoghi sacri della diocesi ricorrono a quel tempo frequenti ed uniti quelli di Vittore e Cassiano, quasi ad attestare il fervore e, direbbesi, la vega della divozione per i due santi. Dopo alcuni accenni alle chiese fondate secondo la tradizione da San Petronio, e particolarmente a quella di San Giovanni Evangelista *in monte*, della quale tocca la storia controversa per le relazioni che ebbe sempre con San Vittore; dopo altri accenni all'ordine benedettino, del quale si può credere che penetrasse nella diocesi bolognese e succedesse per qualche tempo ai monaci primitivi nelle chiese guastate dagli Ungari, dopo alcune digressioni sulle fonti si conosciute come ancora intentate della erudizione sacra negli archivi bolognesi; sugli avvenimenti dei secoli IX e X per la parte che ebbero nella storia sacra e civile di Bologna, e specialmente per le contestazioni dai doni dei Carolingi promosse fra i vescovi parmensi e bolognesi circa i possedimenti della diocesi e nominatamente circa il possedimento dei Monti Paterni su quali sorge la chiesa di San Vittore; discende il dissertatore al secolo XI, che finalmente ci porge una pergamena ad attestare l'esistenza di un *oratorio di San Vittore* sul colle dove ancora si conserva l'antico edifizio. Confrontata la testimonianza di questa pergamena all'iscrizione in caratteri gotici sul capitello di una colonna del chiostro (*Restauratum anno Domini* 920) e ad una lapida pur gotica trovata nel pavimento del coro che ricorda un altro ristauro fatto al monumento sepolcrale dal priore Seghizzo nel 992, il dissertatore induce ad un'esistenza anteriore d'almeno un secolo a quei restauri e ai guasti degli Ungheri; nel qual tempo egli inchina a credere che il cenobio di San Vittore fosse occupato dai monaci dell'ordine benedettino, il quale a punto allora dall'abbazia di Nonantola allargava le ombre venerande su queste provincie. Deesi avvertire che il ch. dissertatore rimanda spesso ai documenti ch'egli darà in appendice trascritti da diplomi e carte originali.

GIOSUÈ CARDUCCI, *Segretario*.

— Leggesi nel *Morning Post*:

Fra breve vi saranno nè più nè meno di sei mezzi diversi di comunicazione fra l'Inghilterra, Alessandria d'Egitto e l'Oriente. Oltre alle vie di Southampton e Gibilterra, di Marsiglia e di Trieste, il viaggiatore potrà scegliere fra le altre linee che vanno tutte a far capo a Brindisi. A questo punto d'imbarco egli può recarsi per esempio colla via del Cenisio, col Brennero o per Ancona. Queste vie italiane non sono per anco stabilite. Esiste è vero di nome quella del Moncenisio e Brindisi, ma dalla relazione ufficiale del capitano Tyler, che ha fatto osservazioni personali sul luogo, risulta che in seguito alla preferenza data dal governo e dalle amministrazioni francesi alla via di Marsiglia, unita a qualche difficoltà incontrata nel servizio della linea del Cenisio, tutti i vantaggi offerti da quella via non han potuto rivestire l'aspetto più favorevole, e che perfino le lettere specialmente dirette *via Brindisi* hanno nel fatto preso quella di Marsiglia. Ma a ciò porrà rimedio fra non molto l'apertura di una nuova linea rivale. Fin dal 1° giugno di quest'anno il viaggiatore potrà andare, quando vorrà, da Londra a Verona in 51 ore, passando per Ostenda, Colonia, Monaco e quindi sopra le Alpi colla via del Brennero, vicino a Innsbruck. A Verona ei troverà una volta alla settimana un treno speciale per Brindisi, per valersi del quale gli basterà l'esser partito da Londra sabato mattina invece di venerdì mattina, come al presente colla via marsigliese. In questo modo il tempo richiesto per giungere ad Alessandria è di ore 161, inclusa una fermata di 7 ore a Colonia; sicchè il viaggio stesso si ridurrebbe a sole 154 ore. Anzi il capitano Tyler stima a non più di 146 ore e 20 minuti il tempo veramente impiegato nel moto e spiega la differenza col rifiuto delle varie linee di accomodare il loro traffico ai bisogni del servizio internazionale. Tuttavia il cavaliere Biglia, al quale dobbiamo gli energici tentativi fatti a pro di questa via, spera fra non molto di fare stabilire un servizio diretto fra Ostenda e Brindisi.

Col 1° giugno dunque, siccome dicemmo, i viaggiatori per Alessandria, facendo scelta del Brennero, potranno differire di 24 ore la partenza da Londra e raccorciare di 70 il tragitto di mare. Di più, risulterà probabilmente da questo nuovo stato di cose il potersi valere della via del Cenisio, giacchè il capitano Tyler ci assicura che sono in corso le trattative per lo stabilimento di treni diretti da Susa a Brindisi. Fatto questo, tanto col Brennero che col Cenisio sarà possibile organare un servizio di treni postali suppletivi 24 ore più tardi dell'ultimo treno marsigliese.

Il capitano Tyler non propone l'immediato trasferimento della valigia da Marsiglia ad una delle vie rivali, ma bensì che venga ordinato un servizio di treni suppletivi in via di esperimento per ora, finchè non consti che le strade nuove siano al pari di quella antica in grado di adempiere alle necessarie condizioni di esattezza e puntualità. Finito che sia e aperto al traffico il traforo del Cenisio, non v'ha dubbio che oltre al risparmio di tempo si otterrà pure ogni altra condizione di esattezza, e siccome questa via, confrontata con quella del Brennero, riesce più breve di 150 miglia, le si darà, secondo ogni probabilità, la preferenza; mentre anche l'altra via sarà di non poco vantaggio, giacchè la competizione tornerà pur sempre a pro del pubblico, sia per la celerità che per i comodi del servizio. Non v'ha dubbio che molti che si recano nell'India, e ne tornano, preferiranno la via di mare alle fatiche del viaggio italiano; ma da altra parte molti cederanno volontieri alla seduzione di « un giorno più al seno della famiglia » mentre per quelli che soffrono in mare, il pensiero di veder diminuiti di 70 ore gli atroci loro patimenti deve necessariamente dare il tracollo alla bilancia.

Ma, siccome osserva giustamente il capitano Tyler, tutte queste vie debbono pur sempre tenersi nel conto di spedienti provvisionali. Nei paesi di levante tutto è ancora da fare per quanto appartiene allo sviluppo delle comunicazioni ferroviarie.

Costantinopoli dev'esser congiunta colla rete austriaca; tosto o tardi una linea ha da passare il confine greco fino al capo Sunio, ch'è poco distante dal Canale di Suez, ed il capitano Tyler confida che i nostri figli viaggieranno in via ferrata dal Bosforo a Bombay. Anzi, spiccando un volo più ardito ancora, egli prevede il giorno in cui s'andrà nell'India senza mai porre il piede sulla tolda d'una nave. Vi sarà una botte sottomarina fra Inghilterra e Francia ed un ponte sul Bosforo. Ma queste belle cose sono per un'altra generazione d'uomini; quanto a noi, contentiamoci a poter sbarcare in Alessandria dopo un viaggio, parte in terra e parte in mare, di 140 ore, e mercè il Canale di Suez a portarci nell'India senza trasbordi e senza dover girare la Buona Speranza. Se non che anche noi siamo, a quanto pare, destinati a veder compiuta una parte importante della strada nuova. Fra breve si darà mano alla grande ferrovia ottomana che deve connettere il confine austriaco col Bosforo, avvenimento doppiamente interessante, non solo come avviamento al grande risultato già accennato, ma anco come mezzo di stringere i legami fra la Turchia e gli altri paesi europei.

— Una statistica delle morti pel male asiatico in Prussia reca il totale delle vittime a circa 360 mila. Nel 1866, l'anno della grande guerra, i morti salirono a 120 mila. Lo statista assicura che causa precipua del sopravvenuto male fu la guerra con tutte le delizie che portò seco.

DIARIO

(Il corriere del Cenisio non è giunto.)

Un telegramma annunzia che S. A. R. il Vicerè d'Egitto giunse a Vienna ieri sera.

Nelle sue sedute del 25 e del 26 la Camera dei deputati d'Ungheria continuò la discussione dell'Indirizzo. In quest'ultima seduta il barone Eötvös pronunziò un lungo discorso a favore del progetto della Commissione.

Il sig. Olaf Stenersen, Ministro residente di Svezia e Norvegia a Costantinopoli, venne nominato Ministro residente presso le Corti del Belgio e dei Paesi Bassi. Il sig. Selim Ehrenhoff, console generale svedese a Tangeri si reca in di lui vece come Ministro a Costantinopoli.

Dal Giappone annunziano che parecchi daimii dei più influenti hanno dichiarato al mikado che essi rinunziano al loro grado, ai loro beni ed alle loro forze terrestri e marittime onde costituire un governo forte, centrale e supremo.

Quanto prima si riunirà a Geddo un gran Consiglio di daimii affine di regolare la nuova costituzione dell'Impero.

Si dà per probabile che Geddo divenga per l'avvenire residenza permanente del mikado e sede del governo.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

Bollettino dei prezzi dei bozzoli verificatisi nelle infra descritte città del Regno nel mercato delli 28 maggio 1869.

QUALITÀ DEI BOZZOLI	PREZZO per cadun chilogramma MASSIMO Lire Cent.	PREZZO per cadun chilogramma MINIMO Lire Cent.	QUANTITA' venduta (Chilogr.)
Osimo 28 maggio.			
Indigeni	7 95	5 »	398 88
Giapponesi	5 55	2 70	3527 22
Forlì 28 maggio.			
Nostrali	6 25	4 50	2037
Giapponesi	5 80	2 »	
Mantova 28 maggio.			
Giapponesi	4 90	3 16	6286
Polivoltini	4 27	2 21	
Ravenna 28 maggio.			
Giapponesi	5 »	1 90	271100
Nostrali Macedonia	6 »	» »	8040
Brescia 28 maggio.			
Nostrali	6 50	2 50	2109
Vicenza 28 maggio.			
Giapponesi	6 10	5 »	»
» bivoltini	4 »	3 »	»
Lucca 28 maggio.			
Giapponesi	7 10	6 »	»
Nostrali bianchi	4 30	3 50	
Polivoltini	3 10	3 »	
Jesi 28 maggio.			
Giapponesi	5 50	3 45	606
Bivoltini	4 50	2 2	738
Lugo 28 maggio.			
Nostrali	6 50	2 »	2763 02
Chieti 28 maggio.			
Nostrali gialli	6 63	3 75	110
Giapponesi bivoltini	3 15	2 10	149
Pisa 28 maggio.			
Giapponesi	8 50	3 10	4500
Fossombrone 28 maggio.			
Giapponesi	5 50	3 10	69
Badia 28 maggio.			
Giapponesi	5 75	4 20	»
» bivoltini	2 60	2 25	
» polivoltini	2 10	1 80	
Pavia 28 maggio.			
Giapponesi	4 80	2 25	63
Caserta 28 maggio.			
Giapponesi	3 »	1 60	1545
Indigeni	6 »	3 80	500
Faenza 28 maggio.			
Giapponesi	5 »	2 »	104 90
Nostrali	6 »	2 »	53 28
Guastalla 28 maggio.			
Giapponesi	4 25	2 »	92 88
Macerata 28 maggio.			
Giapponesi	6 75	3 15	209 85
Polivoltini	4 65	2 10	190 48
Indigeni	7 50	4 65	4 24
Parma 28 maggio.			
Nostrali	7 70	4 70	3000
Ferrara 28 maggio.			
Nostrali gialli	5 25	» »	15 36
Giapponesi	6 »	3 »	713
» polivoltini	3 »	1 50	1165

Il Direttore Capo della 1ª Divisione
BIAGIO CARANTI.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Roma, 29.

Stamane sono partiti per Civitavecchia l'ex-re Francesco II e l'ex-regina Maria Sofia che si recano ai bagni in Germania e faranno ritorno a Roma nel prossimo settembre.

Madrid, 29.

Le Cortes hanno votato il progetto di legge che sopprime la Regìa del sale a datare dal 1° gennaio 1870. È autorizzata l'importazione dei sali esteri mediante il pagamento di 13 reali per ogni quintale metrico.

La questione di affidare la reggenza a Serrano verrà discussa lunedì.

Lisbona, 29.

Le notizie del Paraguay, sino alla data dell'8, non recano alcun fatto importante.

Milano, 29.

Fu pronunziata la sentenza nel processo del *Gazzettino Rosa*. Vismara fu condannato per diffamazione ed ingiurie contro Civinini e Brenna ad anni due e mesi due di carcere, ed alla multa di lire 1,300; Bizzoni, per reato di diffamazione ed ingiurie contro Brenna, al carcere di mesi otto e mezzo ed alla multa di lire 1,100, alle spese processuali ed alla pubblicazione della sentenza.

Parigi, 29.

È smentita la voce che il signor di Banneville sia stato chiamato a Parigi.

È pure smentita la notizia che siano scoppiati dei tumulti a Siviglia. A Malaga soltanto ebbero luogo alcuni attruppamenti che furono immediatamente dispersi.

Parigi, 29.

Chiusura della Borsa.

	28	29
Rendita francese 3 %	71 52	71 55
Id. italiana 5 %	57 67	57 92
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-veneto	486 —	490 —
Obbligazioni	234 50	235 50
Ferrovie romane	67 —	65 —
Obbligazioni	137 —	136 50
Obblig. ferr. *Vitt. Em.* 1863	153 —	152 50
Obbligazioni ferr. merid.	163 50	163 —
Cambio sull'Italia	3 1/8	3 7/8
Credito mobiliare francese	255 —	253 —
Obblig. della Regìa Tabacchi	437 —	437 —
Azioni id. id.	637 —	638 —

Vienna, 29.

Cambio su Londra	— —	— —

Londra, 29.

Consolidati inglesi	93 5/8	93 5/8

Vienna, 29.

Il Vicerè d'Egitto è arrivato questa sera e fu ricevuto alla stazione dal primo aiutante dell'Imperatore, conte di Bellegarde, e da altre autorità.

Costantinopoli, 29.

La *Turchia* pubblica un articolo circa le capitolazioni. Ricorda la loro origine che fu una concessione fatta dal Sultano Solimano gratuitamente, per propria spontaneità, e non per debolezza. Queste capitolazioni degenerarono ben presto in abusi e giunsero perfino a stabilire il protettorato dei sudditi cristiani nell'Impero. La revisione promessa nel 1856 non si è effettuata. È tempo, soggiunge il giornale, che la Turchia affermi innanzi al mondo i suoi diritti di nazione sovrana e la sua indipendenza e che faccia un ultimo appello alle nazioni affinchè rinunzino a queste ingiuste immunità che sono un ostacolo al progresso. Se il suo appello non venisse ascoltato, il Sultano ne ordini egli stesso l'abolizione affinchè il paese progredisca nella via che si è tracciata.

Madrid, 29.

Seduta delle Cortes. — Il Ministro delle Finanze, rispondendo ad una interpellanza, dice che l'ex-regina Isabella deve al Tesoro 36 milioni di reali. Il Ministro del Fomento dichiara che 745 quadri di grande valore sono scomparsi dai musei sotto il regime caduto.

La Camera decise che sia nominata una Commissione coll'incarico di esaminare tutti gli atti degli antichi Ministri, relativi alle finanze e alle proprietà dello Stato.

Queste dichiarazioni dei Ministri produssero una viva impressione.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 29 maggio 1869, ore 1 pom.

Il tempo è stato generalmente bello in tutta la Penisola, ad eccezione del settentrione.

Il barometro si è abbassato di 1 mm.

I venti sono deboli e variabili, e il mare è calmo.

Le pressioni barometriche sono molto alte nell'Inghilterra.

Continua il bel tempo.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 29 maggio 1869.

	ORE 9 antim.	ORE 3 pom.	ORE 9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 755,7	mm 755 3	mm 755,6
Termometro centigrado	25,5	34,0	25,0
Umidità relativa	60,0	25 0	35,0
Stato del cielo	sereno	sereno e nuvoli	sereno
Vento direzione	O	SO	SO
Vento forza	debole	quasi for	debole

Temperatura massima . . . . + 34,0
Temperatura minima . . . . + 18,0

TEATRO PAGLIANO, ore 8 — Rappresentazione dell'opera-ballo del maestro Rossini: *Matilde di Schabran*.

ARENA NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Comp. Coltellini e Vernier rappresenta: *Marianna*.

FRANCESCO BARBERIS, *gerente*.

ASSICURAZIONI GENERALI IN VENEZIA

Stato effettivo al 31 dicembre 1868

delle 5 Sezioni di Associazioni di capitali pagabili in caso di sopravvivenza dell'assicurato, attivate dalla Compagnia suddetta, la prima, cioè la Sezione II, col giorno 1° gennaio 1851, durativa anni 20; la Sezione IV, attivata col giorno 1° gennaio 1856, pure durativa anni 20, e le Sezioni V, VI e VII, attivate col giorno 1° gennaio 1861, per la durata di anni 12, 20 e 24, in tutte le quali rimangono a favore degli associati tutti gli utili emergenti dalle decessioni avvenibili e dall'accumulamento degl'interessi annualmente capitalizzati.

Sezione II durativa anni 20 dal 1° gennaio 1851.

Atti d'iscrizione emessi	Azioni in corso	Somme percette a favore degli associati		Interessi al 4 per cento corrisposti dalla Compagnia dal 1851 a tutto il 1868.	Premi d'associazione che rimangono da esigere in 2 rate annuali	Totale importo del fondo di questa sezione al 31 dicembre 1868.
		per premi d'associazione	per 1/3 parte addizionale			
* 1,882	4,255	it. L. 1,218 965 03	it. L. 10,864 52	** it. L. 446,597 01	it. L. 172,403 06	it. L. 1,848,829 62

L'assunzione di nuove associazioni cessò col giorno 31 dicembre 1865, ed il riparto seguirà entro il 1871 fra gli associati che saranno sopravvissuti a tutto il giorno 31 dicembre 1870.

* Li 1,882 atti d'iscrizione emessi rappresentano 5 666 azioni, ma negli anni 1852 a 186 non essendo stati continuati i pagamenti per azioni 1411, risultano le azioni in corso sole 4255, eppereiò l'importo dei premi annui, che sarebbe asceso a it. L. 118,446 24, si è ridotto a it. L. 344,806 12, esigibili per 2 anni con it. L. 172,403 06, ed il totale dei medesimi fra esatti e da esigersi, ed aumentato dalla terza parte degli addizionali e dagli annui interessi, che avrebbe importato it. L. 1,715,39 88, è divenuto di italiane L. 1,848,829 62

** La suddetta somma fu corrisposta nel 1851 a 1867 sulle somme indicate nei resoconti precedenti, e nel 1868 su it. L. 1,6 1,948 64

Sezione IV durativa anni 20 dal 1° gennaio 1856.

Atti d'inscrizione emessi	Azioni in corso	Somme percette a favore degli associati		Interessi al 4 per cento sul totale delle due somme contro specificate.	Premi d'associazione che rimangono da esigere in 7 rate annuali.	Totale importo del fondo di questa sezione al 31 dicembre 1868.
		per premi d'associazione	per 1/3 parte addizionale			
* 919	2,195	it. L. 396,671 88	it. L. 3,911 97	** it. L. 112,912 74	it. L. 266,133 95	it. L. 779,630 54

Le associazioni vi si continuano ad accettare a tutto il giorno 31 dicembre 1870, ed il riparto seguirà entro il 1876 fra gli associati che saranno sopravvissuti a tutto il giorno 31 dicembre 1875.

* Li 919 atti d'inscrizione emessi, rappresentano azioni 3,025, ma negli anni 1857 a 1868, non essendo stati continuati i pagamenti per azioni 830, risultano le azioni in corso sole 2,195, e perciò l'importo dei premi annui, che sarebbe asceso a ital. L. 53,287 53, si è ridotto a ital. L. 38,019 13, esigibili per 7 anni con ital. L. 266,133 95, ed il totale dei medesimi fra esatti e da esigersi ed aumentato dalla terza parte degli addizionali e dagli annui interessi, che avrebbe importato italiane L. 858,209 51, si è ridotto a italiane L. 779,630 54

** La suddetta somma fu corrisposta nel 1856 a 1867 sulle somme indicate nei resoconti precedenti e nel 1858 su it. L. 493,746 71.

Sezione V durativa anni 12 dal 1° gennaio 1861.

Atti d'inscrizione emessi	Azioni in corso	Somme percette a favore degli associati		Interessi al 4 1/2 per 100 sulle due somme contro specificate.	Premi d'associazione che restano da esigere in 4 rate annuali.	Totale importo del fondo di questa sezione al 31 dicembre 1868.
		per premi d'associazione	per 1/3 parte addizionale			
* 18	16	it. L. 35,061 63	it. L. 178 27	** it. L. 7,?20 69	it. L. 18,022 81	it. L. 60,883 40

Le associazioni vi si continuarono ad accettare a tutto il giorno 31 dicembre 1867, ed il riparto seguirà entro il 1873 fra gli associati che saranno sopravvissuti a tutto il giorno 31 dicembre 1872.

* Li 18 atti d'inscrizione emessi rappresentano azioni 19, ma nel 1862 a 1865, non essendo stati continuati i pagamenti per 3 azioni, risultano le azioni in corso sole 16, e perciò l'importo dei premi annui, che sarebbe asceso a it. L. 5,267 40, si è ridotto a italiane L. 4,505 70, esigibili per 4 anni con ital. L. 18 022 81, ed il totale dei medesimi fra esatti e da esigersi, ed aumentato dalla terza parte degli addizionali e dagli annui interessi, che avrebbe importato it. L. 61,704 49, si è ridotto a it. L. 60,883 40.

** La suddetta somma fu corrisposta nel 1861 a 1867 sulle somme indicate nei resoconti precedenti, e nel 1868 su it. L. 41,020 74.

Sezione VI durativa anni 20 dal 1° gennaio 1861.

Atti d'inscrizione emessi	Azioni in corso	Somme percette a favore degli associati		Interessi al 4 1/2 per 100 sul totale delle due somme contro specificate.	Premi d'associazione che rimangono da esigere in 12 rate annuali	Totale importo del fondo di questa sezione al 31 dicembre 1868.
		per premi d'associazione	per 1/3 parte addizionale			
* 85	68	it. L. 60,882 34	it. L. 409 78	** it. L. 12,144 42	it. L. 137,018 96	it. L. 210,455 50

Le associazioni vi si continuano ad accettare a tutto il giorno 31 dicembre 1875, ed il riparto seguirà entro il 1881 fra gli associati che saranno sopravvissuti a tutto il giorno 31 dicembre 1880.

* Li 85 atti d'inscrizione emessi rappresentano azioni 100, ma nel 1862 a 1868, non essendo stati continuati i pagamenti per 32 azioni, risultano le azioni in corso sole 68, e perciò l'importo de' premi annui, che sarebbe asceso a it. L. 16,431 46, si è ridotto a italiane L. 11,418 25, esigibili per 12 anni con it. L. 137 0 8 96, ed il totale dei medesimi, fra esatti e da esigersi, ed aumentato dalla terza parte degli addizionali e dagli annui interessi, che avrebbe importato it. L. 278,420 67, si è ridotto a ital. L. 210,455 50.

** La suddetta somma fu corrisposta nel 1861 a 1867 sulle somme indicate nei resoconti precedenti, e nel 1868 su it. L. 70,274 22.

Sezione VII durativa anni 24 dal 1° gennaio 1861.

Atti d'inscrizione emessi	Azioni in corso	Somme percette a favore degli associati		Interessi al 4 1/2 per 100 sul totale delle due somme contro specificate.	Premi d'associazione che rimangono da esigere in 16 rate annuali.	Totale importo del fondo di questa sezione al 31 dicembre 1868.
		per premi d'associazione	per 1/3 parte addizionale			
* 23	24	it. L. 15,901 48	it. L. 519 36	** it. L. 2,369 01	it. L. 52,560 99	it. L. 71,150 84

Le associazione vi si continuano ad accettare a tutto il giorno 31 dicembre 1879, ed il riparto seguirà entro il 1885 fra gli associati che saranno sopravvissuti a tutto il giorno 31 dicembre 1884.

* Li 23 atti d'inscrizione emessi rappresentano azioni 53, ma nel 1864 a 1868 non essendo stati continuati i pagamenti per azioni 29, risultano le azioni in corso 24, e perciò l'importo dei premi annui che sarebbe asceso a it. L. 7,249 85, si è ridotto a it. L. 3,285 06, esigibili per 16 anni con it. L. 52,560 99, ed il totale dei medesimi aumentato dalla terza parte degli addizionali e dagli annui interessi che avrebbe importato it. L. 138,089 83, è divenuto di it. L. 71,150 84

** La suddetta somma fu corrisposta nel 1861 a 1867 sulle somme indicate nei resoconti precedenti, e nel 1868 su it. L. 17,789 36.

Dalla Direzione delle Assicurazioni Generali in Venezia. 1365

Strade Ferrate Meridionali

Introiti della settimana dal 23 al 29 aprile 1869.

RETE ADRIATICA (chilometri 1199).

Viaggiatori n° 45,089	L. 114,237 93	
Trasporti a grande velocità	» 22.522 28	
Id. a piccola id.	» 80,725 88	
Introiti diversi	» 906 17	L. 218,392 26

RETE MEDITERRANEA (chilometri 86).

Viaggiatori n° 30,930	L. 26,465 41	
Trasporti a grande velocità	» 1,690 13	
Id. a piccola id.	» 3,615 10	
Introiti diversi	» 11 80	L. 31,782 44
Totale delle due reti (chilometri 1285)		L. 250.174 70
Prodotto chilometrico		L. 194 69

SETTIMANA CORRISPONDENTE NEL 1868.

Rete Adriatica (chilometri 1041)	L. 193,068 52	
Rete Mediterranea (chilometri 86)	» 28.446 84	
Totale per le due reti (chilometri 1127)	L. 221.515 36	
Prodotto chilometrico		L. 196 55
Diminuzione dei prodotti per chilometro nella settimana		L. 1 86

Introiti dal 1° gennaio 1869.

Rete Adriatica (chilometri 1198 44)	L. 3,099,834 14	
Rete Mediterranea (chilometri 86)	» 534,878 31	
Totale sopra chilometri 1284 44	L. 3 634,712 45	
Prodotto chilometrico		L. 2,829 80

Introiti corrispondenti nel 1868.

Rete Adriatica (chilometri 993 21)	L. 2,445,321 79	
Rete Mediterranea (chilometri 86)	» 462,610 76	
Totale sopra chilometri 1079 21	L. 2 907.932 55	
Prodotto chilometrico		L. 2,694 50
1390 Aumento dei prodotti per chilometro dal 1° gennaio		L. 135 30

SOCIETA ITALIANA

PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

Si prevengono i signori azionisti che a partire dal giorno 1° giugno p. f. il regolamento per la Cassa Pensioni e l'altro per la Cassa Soccorso di cui all'ordine del giorno per l'assemblea generale del 10 detto mese si troveranno alla sede della Società in Firenze a disposizione di coloro che vorranno prenderne cognizione.

Firenze, 26 maggio 1869.

1379 LA DIREZIONE GENERALE.

Citazione per pubblici proclami.

L'anno 1869, il giorno 17 maggio in Ripalimosani, Montagano, S. Stefano e Campobasso.

Ad istanza del barone signor Giustino Pecorelli del fu barone D. Filippo, domiciliato e residente in Chieti,

Io Gennaro Pace, usciere presso il tribunale civile di Campobasso, ove risieggo, strada S. Bartolomeo,

In virtù di autorizzazione impartita dal medesimo tribunale civile di Campobasso il giorno tre maggio 1869, registrata con marca da bollo di lire 1 10, annullata, ho citato D. Nicolangelo Cannavina fu D. Domenico, Felice di Nunzio, Nicola di Nunzio, D. Nicola Marinelli, D. Emilio Marinelli, Francesco Spugnardo, Gaetano Spugnardo, Antonio Iafelice, Michele Sciuscia Pasquarello fu Giuseppe, Luca Vitantonio, Pasquale Vitantonio, Costantino Sacchettiello Teta, Michelangelo e Giuseppe Casandriello Trivisonno, Luigi di Monaco, Antonio di Monaco, Domenico di Vito Iotino, Arcangelo Barillo, Nicola Lanese di Luigi, Michele Scacco, Gaetano Minadeo, proprietari tutti domiciliati e residenti in Ripamolisani; Carlo e Michelangelo Petrone, proprietari domiciliati e residenti in Montagano; Michele di Bartolomeo Rosalia, Francesco di Bartolomeo fu Domenico, Carmine di Bartolomeo fu Crescenzo, Carmine Mascitelli, Giovanni Silvaroli, Pasquale Paolone, Francescopaolo Paolone, Giovanni Paolone, Nicolamaria Paolone, Luigi Paolone, Antonio Paolone, Gennaro Paolone, Domenico Paolone, Angelo Paolone, Ferdinando Paolone, Domenico e Luca Paolone fu Giovanni, Tommaso e Francesco di Bartolomeo, Michele Perrillo, Domenico di Cristofaro, Carmine Tizzano, Andrea Mitri, Natale di Cristofaro, Francesco Mascitelli, Nicola Silvaroli, Francesco di Chiocchio, Domenico di Chiocchio, Bartolomeo di Bartolomeo, Cosmo Agliato, Illuminata di Cristofaro, Gioacchino di Bartolomeo, Michele e Domenico di Cerce, Pasquale di Cristofaro, Giovanni di Cerce, Angelo di Cerce, Costanzo di Cristofaro, Vincenzo di Gennaro, Paolo di Bartolomeo, Stefano di Bartolomeo, Giovanni di Bartolomeo, Nicola di Cristofaro, Gaetano Silvaroli, Michele di Cristofaro, Nunzio di Cristofaro, Stefano di Cristofaro, Francesco di Cerce, Michele Capracchione, Michele Mitri e Domenico Alesio Mitri, tutti proprietari domiciliati e residenti nel comune di S. Stefano, nonchè D. Luigi e D. Costantino de Francesco fu D. Tommaso, proprietari domiciliati e residenti in Campobasso, a comparire nel termine di giorni 60 (sessanta), da oggi, innanzi il tribunale civile di Campobasso, per sentire far dritto alla presente dimanda.

Lo istante alla base di titoli autentici e di possesso immemorabile, pacifico e non mai interrotto, è proprietario e nel diritto di riscuotere il terraggio alla ragione del decimo del ricolto su tutti i prodotti delle terre dell'ex-feudo denominato Covatta, sito nel tenimento di Ripalimosani, netto di ogni ritenuta, poichè la fondiaria si paga dall'istante medesimo cui trovasi intestata, come dall'estratto del catasto provvisorio di Ripamolisani sotto l'art. 788, registrato in Montagano al n. 35 li 5 gennaio 1839, reg. 1, vol. 28, fogl. 16 v., cas. 5, g.ª 20 Petrone ricevitore, e nel quale vedesi riportata la estensione di detto ex-feudo. Un tale diritto e possesso di riscuotere il terraggio in ogni anno, vedesi raffermato col mezzo di citazione per editto, nei termini del Regio decreto del 12 novembre 1838, e quindi dal correlativo giudicato dei 5 gennaio 1839, reg. in Montagano al n. 240 li 14 marzo 1839, reg. 3, vol. 21, fogl. 43 retto, cas. 3ª, gª 20 Petrone, in esecuzione del quale dopo la correlativa notifica, che segna la data del 14 settembre 1839, registrata a Campobasso al numero 5196 li 16 settembre 1839, reg. 4, vol. 102, fogl. 5 retto, cas. 4ª, gª 5 Sanchez, si diede luogo all'istrumento dei 12 aprile 1841 per notar Lanese, registrato a Montagano, n. 292 li 13 aprile 1841, reg. 1, vol. 3, fogl. 75 verso, cas. 4ª, grana 80 Petrone.

Poichè trovansi decorsi gli anni 28 dalla data di tale ultimo documento, i convenuti che ritengono le terre del mentovato ex-feudo Covatta, per l'articolo 2136 Codice civile sono tenuti ci fornire a di loro spese analogo nuovo documento. Quindi è che lo istante dimanda che i convenuti istessi siano condannati a somministrare a proprie spese tale nuovo documento per atto notarile da trascriversi nella Conservazione delle ipoteche, dichiarandosi che ove i medesimi non adempiano a tanto in un termine da fissarsi, la sentenza terrà luogo del nuovo documento, e verrà trascritta nel detto uffizio, anche a spese dei convenuti istessi, che saranno del pari condannati alle spese del giudizio, ordinandosi la esecuzione provvisoria non ostante appello della sentenza.

Restan salvi tutti gli altri diritti, ragioni ed azioni.

L'avvocato signor Aurelio de Rubertis, domiciliato e residente in Campobasso, agirà per lo istante nella qualità di procuratore speciale, in casa del quale l'istante medesimo trovasi di avere eletto domicilio.

La presente citazione da me usciere è stata fatta nei modi ordinari al signor Nicolangelo Cannavina fu D. Domenico, proprietario domiciliato e residente in Ripalimosani, a Francesco di Bartolomeo fu Domenico, proprietario domiciliato e residente in S. Stefano, a Carlo Petrone, proprietario domiciliato e residente in Montagano, ed al signor Luigi de Francesco fu D. Tommaso, proprietario domiciliato e residente in Campobasso, e però ne ho lasciate nei rispettivi di loro domicilii copie collazionate e firmate, consegnandole a persone delle di loro rispettive famiglie; ed a tutti gli altri convenuti per pubblici proclami, con la inserzione nella Gazzetta della provincia di Molise e nel Giornale Uffiziale del Regno, per cui a ciascuno dei direttori di tali giornali ne sarà inviata una copia.

Specifica totale lire 27 30 oltre i dritti d'inserzione nella Gazzetta della provincia di Molise e nel Giornale Uffiziale del Regno.

Gennaro Pace, usciere.

Registrato al n. 417 con marca da bollo di lire 1 10 annullata.

Campobasso, li 17 maggio 1869.

Il vice cancelliere aggiunto
Giovanni d'Onofrio.

Per copia conforme all'originale

1382 AURELIO DE RUBERTIS, proc.

Editto. 1374

Con sentenza del dì 26 maggio corrente, registrata con marca annullata da lire una, il tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, ha dichiarato il fallimento di Eduardo Nannicini, negoziante di cappelli di paglia a S. Piero a Ponti, ordinando l'apposizione dei sigilli, delegando alla procedura il giudice signor Domenico Cardone, e nominando in sindaco provvisorio il signor Ottaviano Gallori di Firenze; ha destinato la mattina del dì 11 giugno prossimo a ore 10 per la riunione dei creditori avanti il detto giudice onde proporre il sindaco definitivo.

Dalla cancelleria del tribunale suddetto.

Li 26 maggio 1869.

F. NANNEI, vice canc.

1372 **Avviso.**

Il conte Mario Alberti, il cav. Angiolo Frescobaldi, Giovanni Traversi, Filippo Torelli, Girolamo Magnani, Enrico Bati, Ferdinando Trentanove ed Angiolo Barchielli rendono noto d'inibire, conforme inibiscono, a chiunque d'introdursi nei loro beni immobili, situati nei comuni di Borgo S. Lorenzo e di Scarperia, come pure d'esercitarvi qualunque specie di caccia e di aucupio senza il loro consenso espresso in iscritto, facendo così valere i diritti loro accordati dal decreto 5 luglio 1856.

Borgo S. Lorenzo, 28 maggio 1869.

Avviso.

È stato inibito a Giuseppe Neri, lavoratore al podere del Grillaio, popolo di Santa Maria a Marliano, comunità di Lastra a Signa, di comprare o vendere bestiame di qualunque specie per uso di detto podere, senza il consenso espresso del proprietario inibente qui sottoscritto.

Lastra a Signa, 28 maggio 1869.

1370 GIUSEPPE MEONI.

SITUAZIONE DEL BANCO DI NAPOLI

al 15 Aprile 1869

ATTIVO.

Effetti commerciali in portafoglio		L. 37,960,536 79
Anticipazioni su pegni di oggetti preziosi	L. 8,582,726 75	
» di pannine	» 957,326 »	9,644,943 75
» di metalli	» 104,891 »	
Id. sopra certificati di rendita italiana		» 10,246,286 04
Id. di semestri di rendita		» 149,454 58
Id. sopra pegni di mercanzie		» 227,916 15
Credito sul Tesoro dello Stato per numerario immesso nella Zecca dal 1818 al 1862		» 1,640,778 88
Credito sullo stralcio della Cassa di risparmio		» 55,700 »
Credito verso la provincia di Napoli		» 1,747,383 25
Altro verso la provincia di Bari		» 357,248 97
Altri sopra diversi		» 1,401,558 56
Prestito nazionale		» 9,025,315 70
Fondi pubblici		» 1,744,647 62
Certificati della Tesoreria generale		» 73,864 61
Obbligazioni municipali di Napoli		» 208,154 37
Immobili		» 4,661,923 50
Mobili		» 94,974 50
Numerario immobilizzato		» 20,000,000 »
Numerario e bigl. della Banca Naz. esistenti nelle casse di Napoli, Bari e Firenze		» 36,821,448 22
Biglietti della Banca Naz. ricevuti sul numerario immobilizzato a norma dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866, ed esistenti nelle Casse del Banco, oltre gli anzidetti		» 3,660,000 »
1371 Totale		L. 139,722,135 49

PASSIVO.

Polizze e fedi di credito in circolazione	L. 102,743,523 98
Libretti emessi dalla Cassa di risparmio	» 4,616,951 63
Conti correnti ad interesse	» 4,464,610 01
Biglietti somministrati dalla Banca Nazionale a' sensi dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866	» 3,660,000 »
Capitale patrimonio del Banco	» 24,237,049 87
Totale	L. 139,722,135 49

Il Ragioniere Generale	Visto Per il Direttore Generale	Visto Il Regio Ispett. del sind.	Per copia conforme Il Segret. Gen.
ANTONIO DE LUCA.	Giorello.	C. Salvi.	G. Marino.

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA.